



ELSEVIER

VIE SCIENTIFIQUE



www.elsevier.com/locate/natsci

Indicateurs de développement durable : jeux et enjeux (Lyon, 25 juin 2002)

Compte rendu de publication

Indicators for sustainable development

Proceedings

Marcel Jollivet *

Sociologue, CNRS - Ladyss, université Paris-X, bât K, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre cedex, France

Ce colloque a été organisé par la communauté urbaine du Grand Lyon dans le cadre du programme de recherche européen *Promoting Action for Sustainability Through Indicators at Local Levels in Europe* (Pastille, 1998-2002). Ce programme veut contribuer à la mise en place, dans des contextes variés, d'indicateurs locaux de développement durable ; il a pour objectif la mise au point de modèles, méthodes et techniques visant à asseoir le rôle de ce type d'indicateurs dans les processus de décision, au niveau local. La recherche a porté sur quatre villes (London Borough of Southwark au Royaume Uni, Winterthur en Suisse, Vienne en Autriche et le Grand Lyon en France). L'intérêt de ce choix est dans la diversité des configurations territoriales, sociales et politiques de ces quatre villes, ainsi que dans celle de leur situation respective au regard d'un développement durable. Ceci a permis de mettre en évidence l'importance du contexte (avec toutes ses dimensions sociales, économiques, politiques, administratives, saisies dans une perspective historique) pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'indicateurs. C'est la manière dont ce système d'indicateurs est inséré dans les processus locaux de décision qui s'avère faire la différence. De ce point de vue, la structure et la culture administratives et politiques de l'organisation qui le met en œuvre, les relations entre les

différents acteurs et leurs rôles respectifs dans sa conception et son utilisation, la définition implicite du développement durable sur laquelle il repose, ainsi que celles que privilégient les principaux acteurs, les objectifs visés ; et, enfin, la dimension spatiale à laquelle le système d'indicateurs se rapporte en regard des territoires des acteurs et des problèmes posés, ont une influence particulièrement importante.

L'objectif du colloque n'était pas de dresser un bilan des comparaisons possibles entre les villes étudiées, mais de donner suite à cet ensemble de constats en ouvrant une discussion sur la notion même d'indicateur de développement durable afin d'en préciser le statut et les conditions d'utilisation. D'où le souci de donner une place prioritaire à des praticiens (élus, techniciens des collectivités locales, techniciens des bureaux d'études) et à des représentants du mouvement associatif aux côtés d'universitaires et de chercheurs. D'où, en conséquence, une réflexion alliant de façon très intime considérations théoriques et considérations pratiques. D'où aussi sans doute, l'effort remarquable fait pour permettre au lecteur d'aller à l'essentiel tant des interventions que des discussions : le petit opuscule, très condensé (*Colloque « Indicateurs du développement durable : jeux et enjeux »*, Le Grand Lyon, communauté urbaine, 38 pages), qui rend compte de ce colloque est remarquablement fait. À un – bref, mais utile – rappel des objectifs

* Auteur correspondant.

Adresse e-mail : marcel.jollivet@u-paris10.fr (M. Jollivet).

de la rencontre succède immédiatement une synthèse des discussions par thèmes ; puis vient un résumé de cette synthèse ; et, pour finir, une synthèse des interventions dans l'ordre de leur présentation, ainsi que des discussions qui les ont suivies. On peut donc se contenter de l'une ou l'autre de ces parties ; ou, au contraire, passer de l'une à l'autre pour entrer dans plus de détails.

Le colloque comportait deux ateliers. Le premier, intitulé « Fabriquer et utiliser les indicateurs : comment concilier l'offre et la demande ? » avait comme objectif de mettre à jour les différents types d'offre et de demande générés par ces outils. Les intervenants étaient choisis de façon à permettre de croiser les enseignements d'expériences de terrain, les enseignements généraux du programme Pastille, ainsi que ceux de la démarche de l'Ifen, et un point de vue associatif. Le second, intitulé « Des indicateurs pour comparer : quoi, pourquoi, comment ? » a donné l'occasion de rappeler les étapes de la mise en place du « Réseau (européen) des villes durables » et d'en tirer les enseignements, d'évoquer l'application à la ville de Marseille du programme (européen également) Respect® et d'analyser l'usage journalistique de la notion d'indicateur.

La synthèse du colloque tourne autour de cinq thèmes. Se posent en premier lieu des questions sur la façon dont il faut concevoir les rapports entre les indicateurs et la notion même de développement durable. S'ils donnent à cette dernière un contenu qu'elle n'a pas en elle-même, cela ne doit pas dispenser de l'analyse critique constante qu'elle exige. Les indicateurs doivent en fait avoir une fonction exploratoire, si ce n'est heuristique, en même temps qu'une fonction de mesure. En second lieu, un constat s'impose : c'est celui de la diversité des définitions du terme « indicateurs » et de la multiplicité des attentes à leur égard (décrire synthétiquement, aider à la décision, aider à la communication, évaluer une action, comparer, donner un contenu à la notion). Ce trop-plein conduit à la nécessité de préciser l'indicateur que l'on veut en fonction de l'usage que l'on veut en faire. D'où le troisième thème portant sur les liens entre indicateurs et objectifs d'action : ce qui donne sens aux indicateurs, c'est leur pertinence par rapport aux

problèmes que les acteurs se donnent comme objectif de résoudre. Cela vaut tout particulièrement en matière de politique urbaine : les indicateurs apparaissent alors comme un outil pour la transformation de l'action publique. Ils ne valent donc que par leur ancrage, tant pour leur élaboration que pour leur mise en œuvre, dans le système de gouvernance territoriale. Ceci appelle et introduit le quatrième thème : l'idée qu'il faut aller vers une co-construction des indicateurs, laquelle suppose une nouvelle répartition des rôles entre élus, techniciens et citoyens. Ce qui remet en cause une certaine conception de la distinction entre « professionnels » et « profanes », ainsi que celle des indicateurs comme outils de communication (ou, plus exactement, d'information) : la communication – à sens unique, bien sûr – du technicien vers l'élu ou le citoyen (... ou de l'élu vers le citoyen). Ces remises en cause débouchent sur une exigence qui constitue le dernier des thèmes transversaux ressortant des propos du colloque : le refus d'accepter les indicateurs comme des données intangibles et l'exigence d'entrer dans la « boîte noire » qui constitue leur matrice et dont ils sortent armés de leurs apparentes objectivité et précision. Construction sociale, les indicateurs doivent toujours pouvoir être soumis à la critique et ceci nécessite leur transparence méthodologique.

Ce n'est là qu'un résumé des résumés que nous offrons ces « actes ». En dépit de leur faible volume, ils sont d'une grande richesse et donnent une bonne vue d'ensemble des questions que soulève le recours, sans doute délicat et difficile, mais inévitable, aux indicateurs. À travers cette réflexion, c'est en fait d'une mise à l'épreuve de la notion de développement durable qu'il s'agit. Et d'une mise à l'épreuve par excellence s'il en est, puisqu'elle porte purement et simplement sur les conditions de sa mise en pratique. Il faut remercier ceux qui ont fait le travail énorme de mettre en ces quelques pages le contenu de toute une journée de discussion à notre disposition. C'est un modèle à méditer.

(Contact : Guillaume Fabre, Mission Écologie, Délégation générale au développement urbain, Direction des politiques d'agglomération (Lyon), Tél. 04 78 63 46 70 ou gfabre@grandlyon.org)

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®